Le mandarin dans les affaires avec la Chine

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

L'anglais de Lee Kuan Yew à Pékin

La valeur économique du mandarin dépendait de l'ouverture de la Chine au monde. Lors de sa première visite en Chine, en 1976, Lee Kuan Yew mena ses entretiens officiels en anglais. Il voulait montrer clairement qu'il représentait une Singapour souveraine et multiraciale, qui n'avait nullement l'intention de devenir une « troisième Chine ». Ce geste traduisait une sensibilité qui perdura jusqu'à l'établissement des relations diplomatiques entre Singapour et Pékin, le 3 octobre 1990.[1] La Malaisie et l'Indonésie voisines soupçonnaient depuis longtemps leurs minorités chinoises de loyauté envers la Chine. Une Singapour qui aurait parlé mandarin à Pékin avec trop d'empressement risquait de confirmer ces soupçons.

La même prudence explique pourquoi la politique bilingue a toujours présenté le mandarin comme une langue de culture, et seulement plus tard comme une langue de commerce. L'argument commercial prit de l'importance dans les années 1990, une fois que les réformes de Deng Xiaoping eurent fait de la Chine une destination

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

d'investissement et que les relations diplomatiques eurent supprimé le risque politique de parler sa langue. Le chapitre II de la partie I décrit cette relation, de la visite de Deng à Singapour à l'accord de libre-échange et aux projets d'État à État.

Suzhou et l'administrateur bilingue

Le premier grand test de la capacité bilingue de Singapour en Chine fut le Suzhou Industrial Park. L'accord sur son développement conjoint fut signé le 26 février 1994 par le vice-Premier ministre chinois Li Lanqing et Lee Kuan Yew. Un consortium d'entreprises publiques singapouriennes détenait initialement 65 % de la société de développement. Le parc devait transférer vers une ville chinoise le « logiciel » administratif de Singapour : planification, promotion des investissements et administration publique. Ce transfert exigeait des fonctionnaires singapouriens capables de travailler en chinois avec leurs homologues chinois, et des fonctionnaires chinois capables de tirer les enseignements de la pratique singapourienne.

Les premières années furent difficiles. Le parc enregistrait des pertes, tandis que les autorités locales de Suzhou favorisaient une zone concurrente. En 1999, Singapour ramena sa participation à 35 %.[2] Ces difficultés montrèrent que parler la même langue ne garantit pas une compréhension commune. Les administrateurs singapouriens découvrirent que leur mandarin, appris à l'école et pratiqué à la maison, ne les préparait pas aux jeux politiques d'une municipalité chinoise. Le parc devint néanmoins une zone de 278 km², dont le modèle de développement urbain fut ensuite reproduit dans la Sino-Singapore Tianjin Eco-City. Il fut aussi une école pour les fonctionnaires et dirigeants bilingues qui gérèrent par la suite les relations de Singapour avec la Chine.

Business China et le professionnel biculturel

Le gouvernement tira une conclusion de l'expérience de Suzhou : la langue seule ne suffisait pas, car Singapour avait besoin de personnes comprenant les institutions chinoises autant que les mots chinois. Le 19 novembre 2007, Lee Kuan Yew et le Premier ministre chinois Wen Jiabao lancèrent Business China, une organisation à but non lucratif qui vise à former un vivier de talents singapouriens bilingues et

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

biculturels capables de travailler avec la Chine. Ses programmes vont des forums de jeunes et des bourses à un forum annuel consacré à la Chine. En 2023, elle a lancé un échange de stages d'une durée maximale de six mois entre les deux pays. En septembre 2025, elle a signé des accords avec les cinq écoles polytechniques de Singapour.[3]

Le mot *biculturel* dans cette déclaration d'objectifs marque l'évolution de la politique. Dans les années 1960, l'objectif était un citoyen bilingue. Dans les années 2000, il est devenu un professionnel capable de lire des contrats chinois, de suivre les documents de politique publique chinois et de comprendre comment les fonctionnaires et entrepreneurs chinois prennent leurs décisions. Les écoles du Special Assistance Plan, les épreuves de langue maternelle renforcée et les programmes de Business China forment une filière pour ce profil. Elle est volontairement étroite, car l'État a accepté que la plupart des Singapouriens restent à dominante anglophone.

Le mandarin sur la place financière

Sur la place financière, le mandarin est utilisé dans trois contextes. Le premier est la banque privée et la gestion de fortune pour des clients de Chine continentale, de Taïwan, de Hong Kong et des communautés chinoises d'Asie du Sud-Est. Le chapitre II de la partie I montre que la présence d'une société majoritairement chinoise, où le mandarin est largement parlé, figure parmi les raisons qu'invoquent les familles chinoises pour choisir Singapour. Les chargés de clientèle capables d'expliquer en mandarin un acte de trust, une structure de fonds ou une règle de résidence fiscale ont un avantage sur des collègues qui ont besoin d'un interprète. Le chapitre III de la partie E décrit les single family offices par lesquels nombre de ces familles investissent.

Le deuxième contexte est la conformité. Une banque qui entre en relation avec un client de Chine reçoit des documents en chinois : licences commerciales, registres des actionnaires, jugements, certificats fiscaux et titres de propriété. La vérification de l'origine du patrimoine, examinée au chapitre III de la partie H, repose sur un personnel capable de lire ces documents et d'en repérer les incohérences. L'affaire de blanchiment d'argent de 2023, examinée au chapitre VI de la partie E, a montré ce

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

qui se passe lorsque des établissements acceptent des documents sans en vérifier la substance. Les compétences linguistiques ne suffisent pas à elles seules à prévenir de telles défaillances. Sans elles, la vérification de documents chinois devient toutefois presque impossible.

Le troisième contexte est l'activité de financement d'entreprise et de marchés de capitaux avec des sociétés chinoises : cotations au Singapore Exchange, émissions obligataires, fusions et activités de trésorerie des groupes chinois qui utilisent Singapour comme siège régional, décrites au chapitre I de la partie I. Le mandarin y est la langue de la négociation et l'anglais celle des documents, un partage qui reproduit dans la salle du conseil la répartition fonctionnelle de la politique bilingue.

Les limites de l'atout

Le mandarin est un atout réel pour Singapour. C'est aussi un atout limité, pour quatre raisons. Premièrement, Singapour n'en détient plus le monopole. La population de Hong Kong parle cantonais. Une part croissante parle aussi mandarin, et nombre de ses établissements financiers emploient des diplômés du continent. La Chine continentale elle-même produit chaque année de nombreux diplômés parlant couramment l'anglais, qui briguent les mêmes postes à Singapour. Deuxièmement, la maîtrise du mandarin chez les jeunes Singapouriens a reculé avec la progression de l'anglais au foyer, comme le montrent les chiffres du recensement. Troisièmement, la valeur commerciale du mandarin monte et descend au gré des relations politiques entre la Chine et l'Occident. Le chapitre V de la partie K examine comment les tensions géopolitiques peuvent transformer la familiarité avec la Chine, d'avantage qu'elle était, en motif de surveillance accrue.

La quatrième raison est la plus importante pour un juriste. La langue du droit à Singapour est l'anglais. Les contrats conclus avec des contreparties chinoises et soumis au droit singapourien sont rédigés en anglais. Les litiges devant les tribunaux singapouriens et les arbitrages selon le règlement du Singapore International Arbitration Centre se déroulent surtout en anglais, les documents en chinois étant

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

traduits pour les besoins de la procédure. Le chapitre III de la présente partie et le chapitre II de la partie F décrivent ces institutions. Le mandarin ouvre la porte au client. Une fois le client entré, l'anglais régit l'opération.

Notes

1. Wikipedia, « China–Singapore relations » (consulté en novembre 2026) : les visites officielles de Lee en Chine à partir de 1976 se déroulèrent en anglais, pour montrer qu'il représentait Singapour et non une « Third China » ; relations diplomatiques officielles établies le 3 octobre 1990. ↩
2. Wikipedia, « Suzhou Industrial Park » (consulté en novembre 2026) : officiellement lancé le 26 février 1994 par la signature de l'accord sur son développement conjoint par Li Lanqing et Lee Kuan Yew ; la société était initialement détenue à 65 % par des entreprises publiques singapouriennes et à 35 % par des entreprises publiques chinoises ; Wikipedia, « Suzhou Industrial Park » (consulté en novembre 2026) : Singapour réduisit sa participation à 35 % en 1999 ; le parc dégagea son premier bénéfice au cours des dix premiers mois de 2001 ; superficie de 278 km², dont 80 km² pour la zone de coopération sino-singapourienne ; la Sino-Singapore Tianjin Eco-City est décrite comme une reproduction du modèle de développement urbain du parc. ↩
3. Business China, « About Us », businesschina.org.sg (consulté en novembre 2026) : lancée en novembre 2007, officiellement le 19 novembre 2007, avec Lee Kuan Yew comme parrain fondateur aux côtés du Premier ministre Wen Jiabao ; déclaration de vision : « aims to nurture a core pool of Singaporean bilingual and bicultural talents » ; Youth Interns Exchange Scheme lancé en 2023, avec des stages d'une durée maximale de six mois ; protocoles d'accord avec les cinq écoles polytechniques de Singapour signés le 19 septembre 2025. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com